COMMUNE/ETABLISSEMENT

## 3. AUTORISATION SPECIALE D’ABSENCE

## POUR AGENT CONTRACTUEL DE DROIT PUBLIC DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU VIRUS COVID-19

Le Maire/LePrésident,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d’urgence pour faire face à l’épidémie de covid-19,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l’application de l’article 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précitée et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19,

Vu le décret n°2020-344 du 27 mars 2020 complétant le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l’épidémie de covid-19 dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire,

**Vu le décret n°2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l’épidémie de covid-19 dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire,**

Vu l’instruction ministérielle du 23 mars 1950 pour l’application des dispositions du statut général des fonctionnaires relatives aux congés annuels et autorisations d’absence en cas de maladie exceptionnelle en France,

Vu les notes de la Direction générale de l’administration et de la fonction publique des 3 et 18 mars 2020,

Vu (le cas échéant) le plan de continuité d’activité des services,

Considérant que M est un agent contractuel de droit public, affilié(e) au régime général, dont le poste ne peut faire l’objet du télétravail, et ne relève pas d’une activité essentielle à la continuité du service public nécessitant de manière impérative sa présence physique sur le lieu de travail ;

OU

Considérant que M. …………………… présente des symptômes pouvant suspecter une possible contamination du covid- 19 sur la base d’un arrêt de maladie délivré par son médecin traitant ou, à défaut, un médecin de ville ;

# A U T O R I S E

**Article 1**: M. …. , agent contractuel de droit public, employé(e) à raison de x/35ème , au grade de…….., bénéficie d’une autorisationspéciale d’absence à compter du…………………… et à tout le moins jusqu’au 11 mai 2020, date fixée dans le décret n°2020-423 du 14 avril 2020 susvisé.

**Article 2** : Pendant cette période, M ………………….. percevra l’intégralité de sa rémunération (traitement indiciaire, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, et le régime indemnitaire).

**Article 3** : Pendant cette période, M. …………………. devra rester confiné(e) à son domicile et rester joignable ; il/ elle pourra, être sollicité(e) pour assurer ponctuellement une mission urgente ou essentielle conformément au plan de continuité d’activité des services.

**Article 4** : (le cas échéant). Si la présente autorisation d’absence est liée à un arrêt de travail pour maladie (covid-19 ou toute autre pathologie), M. ……………….. percevra l’intégralité de son traitement dès le premier jour d’arrêt de travail débutant à compter de la date de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d’urgence sanitaire et jusqu’à la fin de l’état d’urgence sanitaire, sans application de délai de carence.

**Article 5** : Les autorisations spéciales d’absence constituant une dérogation à l’obligation de service et de temps de travail, elles ne génèrent pas de jours de réduction de temps de travail (RTT).

**Article 6** : Le Maire/Le Président certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 7** : Le Maire/Le Président est chargé de l’exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

* Monsieur le Trésorier public,
* Monsieur le Président du Centre de Gestion,
* L’intéressé.

Notifié à l’intéressé le ..................... Fait à………………, le .....................

Signature de l’agent : Le Maire/Le Président,